



PRESSE INTERNATIONALE

Ligue Communiste des Travailleurs – section belge de la Ligue Internationale des Travailleurs - QI

CONTRE LA RÉPRESSION, CONTRE LA PRÉCARISATION,



**PERMIS DE TRAVAIL ET
REGULARISATION POUR TOUS!**

DISCUTONS ET DIFFUSONS L'APPEL DE CHARLEROI P. 3

MOBILISONS-NOUS CONTRE LE BLOCAGE DES SALAIRES P. 4

COLLECTIF CHOC: CONTRE L'EXCLUSION DES CHÔMEURS P. 8

SYRIE : LES ETATS UNIS RECULENT P. 10

TOUT NOTRE SOUTIEN À LA LUTTE DES AFGHANS ! P. 16

Austérité : entre complicité et passivité des soi-disant défenseurs des travailleurs

Un « retour de la croissance »... mais pour qui ?

Après avoir annoncé à grand cris que « tout le monde devait faire un effort », le gouvernement est fier de nous annoncer un retour de la croissance en Belgique, qui est passée à 0,1% fin du deuxième trimestre 2013. Qu'est-ce que cela veut dire ? Que c'en est fini des coupes budgétaires ? Que le temps est passé de payer une crise qui n'est pas lanôtre ? Que les travailleurs belges vont pouvoir souffler ? Que nenni !

D'après les nouvelles règles européennes (le TSCG), la Belgique devrait diminuer son déficit structurel de 2,5% à 0,5% du PIB : des coupes sévères seraient nécessaires, au profit de l'oligarchie financière. Lors du contrôle budgétaire de fin septembre, le gouvernement a diminué ses dépenses de 1,5 milliards. Où les a-t-il pris ? Pas chez Monsieur Mittal !

Pour les nantis, oui, un gain de « croissance ». Pour les travailleurs, un chômage qui atteint les 12,1% (chiffre juillet 2013), des augmentations salariales désormais interdites, des fermetures sans fin, des coupes dans les services publics, dans les systèmes d'allocations sociales et de chômage, bref, dans tout ce qui nous protège de la chute et la misère. Pour la grande majorité, la crise n'en est qu'à ses débuts.

Pourquoi la bourgeoisie s'arrêterait-elle en si bon chemin ? Elle peut aujourd'hui attaquer de front, sans grande opposition syndicale, et surtout, en Belgique, sous couvert d'un gouvernement « socialiste ».

Coupes et reculs... sous l'égide de la social-démocratie.

Pour celui qui, après des années de participation du PS aux gouvernements, avait encore quelques espoirs dans ce parti soi-disant socialiste, la démonstration est-elle vraiment encore à faire ? Les MR et CDH ont au moins le mérite d'afficher clairement leurs intentions. Ils ne se cachent pas derrière un drapeau rouge et ne chantent pas l'Internationale à la fin de leurs congrès. Avec eux, les travailleurs savent à quoi s'en tenir.

Aujourd'hui, le PS ne participe pas seulement au gouvernement, il le dirige ! On nous répète que « sans eux, ce serait pire »... Mais pourquoi faudrait-il choisir un agresseur plutôt qu'un autre ? Les travailleurs n'ont jamais produit autant de richesses qu'aujourd'hui mais ils reçoivent de moins en moins de salaire et de droits en contrepartie. Pourquoi devrions-nous accepter d'être attaqué, par le PS ou par quelque parti que ce soit ? En voulant à tout prix être à la tête du gouvernement, le PS en assume toutes les politiques. Qui pense que ces politiciens bureaucrates se battent contre l'austérité ? Qui les a

jamais vu s'opposer aux diktats de l'Union européenne par des décisions budgétaires concrètes, dans la rue et au Parlement, autrement qu'en paroles ?

Les syndicats regardent, dénoncent mais... laissent faire

Les dénonciations syndicales sont nombreuses et parfois combatives, mais tous les discours, même enflammés, n'empêcheront jamais le gouvernement et le patronat de passer en force. Les syndicats négocient sans avoir créé de réel rapport de force, se limitant à « gagner » ici et là quelques adoucissements des mesures antisociales. Sans la passivité des dirigeants syndicaux, les travailleurs ne seraient pas aujourd'hui en train de devoir payer la crise.

La lutte n'ouvre pas automatiquement la voie vers le progrès social, mais elle peut certainement y mener. Action « au finish » dans la zone neutre, menace de grève générale et de blocage du ring, des gares et des aéroports, les pompiers ont montré comment un combat déterminé permet d'augmenter les budgets publics pour les travailleurs !

Nous appelons tous les délégués et militants à discuter et faire pression, à l'intérieur de leur structure syndicale, pour qu'une véritable riposte soit organisée et pour qu'une alternative anticapitaliste à gauche du PS et d'Ecolo émerge, à l'appel de la FGTB Charleroi. ■

LIT-QI

LA LIGUE INTERNATIONALE DES TRAVAILLEURS - Quatrième Internationale veut construire dans notre classe un parti révolutionnaire international sur le modèle de celui de Lénine, avec comme programme la seule alternative réaliste à l'exploitation capitaliste et à la misère des peuples engendrée par l'impérialisme : mettre fin à la domination de la bourgeoisie par la prise du pouvoir par les travailleurs. Dans cette perspective, nous construisons la section belge de la LIT-QI, en intervenant dans les luttes et en défendant l'unité de notre classe vers la mobilisation. Nous revendiquons l'apport historique de Marx, de Lénine et de Trotsky.

Nous revendiquons la révolution d'octobre de 1917 en Russie ainsi que les bases de la construction de la III Internationale. La dégénérescence bureaucratique de cette expérience unique du prolétariat, qui s'est finalement soldée par la restauration du capitalisme, n'a pas pour autant amené la fin de ce besoin historique de notre classe. Au contraire. Nous revendiquons l'initiative de Trotsky de construire la IV Internationale, avec la plus large démocratie dans les discussions et l'élaboration théorique, et la plus ferme unité dans l'action. La LIT a actuellement des sections dans 23 pays, et nous invitons tous ceux qui ont le même souci d'en finir avec la misère et l'exploitation, de nous rejoindre dans sa construction, aussi en Belgique.

Discutons la brochure sur les lieux de travail

La régionale de la FGTB Charleroi Sud Hainaut a présenté lors d'une assemblée interprofessionnelle sa brochure destinée à expliquer son appel du premier mai 2012, où elle prend ses distances avec le PS.

« Il y a urgence face à la crise »

Plusieurs documents y sont re-produits dont l'appel du 1^{er} mai 2012 qui tire le constat central suivant : **les liens privilégiés entre la FGTB et le PS doivent être rompus car on ne peut rien espérer de ce parti qui applique depuis des années des politiques néolibérales.** Ensuite qu'il y a urgence de construire face à la crise une réelle alternative anti-capitaliste à la gauche du PS et d'Ecolo.

On y trouve également l'extrait de la résolution de leur congrès de 2010 qui mandate la régionale pour entamer des discussions avec les partis de la gauche démocratique, maintenant réunis dans un comité de soutien.

Un élément important de la brochure est la déclaration de principes de la FGTB datant de 1948. C'est un rappel que ce syndicat se positionnait pour une société sans classe (art. 1), indépendant des partis politiques (art.2), en recherche d'alliances avec des forces politiques partageant ses objectifs (art.4).

Enfin, pour mener la discussion sur chaque lieu de travail et répondre aux questions des bases ou des sceptiques, on trouve un argumentaire de huit questions-réponses très concrètes sur la dynamique de l'appel de Charleroi. Le C'est le cœur de cette brochure

La régionale annonce aussi qu'elle va traduire cette brochure en néerlandais et même en italien car l'unité de tous les travailleurs belges est cruciale et qu'elle va en sortir une seconde brochure qui présente son programme de mesures anticapitalistes face à la crise.

« Nous avons besoin en premier lieu d'un syndicalisme plus combatif et démocratique, qui se donne les moyens

d'actions pour changer le rapport de forces, qui pose des revendications anticapitalistes. » Ce que se propose la régionale de Charleroi est fondamental : il faut absolument transformer nos organisations syndicales en **organisations de combat**, qui mobilisent massivement contre toutes les mesures antisociales. Pour ne prendre qu'un exemple, il est totalement dramatique que les directions syndicales aient laissé passer sans résistance conséquente le gel des salaires ! Nous devons absolument lutter contre le syndicalisme de concertation avec le patronat et le gouvernement. Il est décisif de construire un mouvement de solidarité avec les luttes contre l'austérité, pour que nous ne restions pas isolés face aux fermetures d'entreprises, aux restructurations., à la chasse aux chômeurs.

Elargissons ce débat et le comité de soutien

Ce débat permet de poser la question de l'alternative syndicale et politique dont les travailleurs ont besoin. Il faut se battre pour que cette initiative soit assumée de plus en plus par les travailleurs, dans les usines, dans les lieux de travail, dans leur organisation syndicale à la base. L'essentiel, c'est de mettre sur pied, dans la lutte de tous les jours, des organismes de décision des travailleurs eux-mêmes. Marx a expliqué que « l'émancipation des travailleurs sera œuvre des travailleurs eux-mêmes ». Et notre classe doit s'organiser pour cela. Elle doit mettre à profit un acquis de siècles de lutte, nos syndicats, et s'opposer radicalement à toutes les manœuvres de division des patrons, et du gouvernement et du parlement à leur service.



A DIFFUSER

Dans la plus large démocratie et le respect de l'autonomie des organisations syndicales vis-à-vis des partis, le comité de soutien doit permettre aux travailleurs de se réapproprier le débat et l'action politique ; c'est un premier noyau ouvrant les espaces de rencontres et de débats. Avec la brochure, notre tâche aujourd'hui est d'étendre cet appel et d'élargir le comité à tous les secteurs de notre classe sans discrimination. Il nous faut lancer ce débat sur les lieux de travail, d'étude ou dans nos quartiers et inviter des associations, délégations et autres instances syndicales à travers le pays à rejoindre la construction de cette alternative pour la lutte contre l'austérité, contre toutes les formes d'exploitation et d'oppression, comme levier dans la construction d'une société sans classe. ■

Pour obtenir la brochure, contactez l'un de nos camarades, ou directement la Régionale de Charleroi au 071-641 262 - www.fgtb-charleroi.be

Mobilisons-nous contre le blocage des salaires !

On ne cesse de nous répéter que l'économie belge va mal, voir, est en danger, parce que nos salaires seraient trop élevés. Il faudrait donc une « modération salariale ». Mais l'économie de qui ? Des patrons ? Ce n'est pas à nous de payer pour la crise, quoi qu'en disent le gouvernement et les partis au parlement.

Une loi contre les travailleurs

Comme résultat de la grande grève insurrectionnelle de l'hiver 1960/61, les travailleurs avaient obtenu la négociation interprofessionnelle des salaires et des conditions de travail. Tous les deux ans, un *Accord interprofessionnel* (AIP) était négocié entre organisations patronales et syndicales pour le secteur privé. Même si cette négociation n'était pas toujours appuyée suffisamment avec la force de la mobilisation, de la part de nos directions syndicales, c'était un droit acquis, que les patrons et le gouvernement vont essayer par la suite de museler.

Déjà la Loi du 26 juillet 1996 « relative à la promotion de l'emploi et à la sauvegarde préventive de la compétitivité » a limité « la marge maximale pour l'évolution du coût salarial », lors des discussions de l'AIP, à l'évolution de ce coût salarial attendue dans les pays voisins, l'Allemagne, la France et les Pays-Bas. En 2008, on durcit le ton, la limitation devenant obligatoire, et non plus une « marge de référence », même si, en réalité, aucune sanction n'est encore prévue explicitement. Et le 22 mars 2013 la ministre De Coninck (SP.a) présente un projet de loi, remanié le 13 mai, pour raboter encore notre acquis des AIP. On y trouve essentiellement trois nouveautés :¹

Il s'agit de rattraper le retard par rapport aux pays voisins, non seulement depuis les deux dernières années, mais depuis 1996.

Des « mécanismes de correction » sont introduits qui rabaisent automatiquement nos salaires l'année suivante, s'ils sont plus élevés que ceux de nos voisins. Toute *négociation* devient donc de fait impossible. Le gouvernement décide. C'est le **blocage des salaires, par loi**.

Des pénalisations sont introduites explicitement, *y compris pour chaque patron individuellement*, de 600 à 6000 € par travailleur, ainsi que des cadeaux

diviser le monde du travail pour mieux régner, face à cette politique unitaire bien orchestrée d'une oligarchie financière européenne qui applique partout les mêmes recettes.

Les patrons et le gouvernement veulent détricoter graduellement tout l'acquit de la concertation sociale. Pour les prochaines « négociations » de l'accord interprofessionnel, il n'y aurait plus rien à « négocier ». Le gouvernement imposerait le salaire voulu par les patrons, sous peine d'amende. Les travailleurs d'une branche, ou même d'une seule usine, ne pourraient plus prétendre négocier

collectivement leur salaire face au patron. Ce qui donnerait à la bureaucratie syndicale un argument de plus pour ne pas organiser une mobilisation collective. On en revient à mettre chaque travailleur individuellement face à son patron. C'est un retour en arrière au-delà de la Loi Chapelier de 1791, qui interdisait aux travailleurs de s'organiser pour négocier leur salaire avec les patrons, une loi que la lutte avait abolie en 1884.

Le dessous des cartes.

Pour justifier cette politique d'austérité salariale, le gouvernement avance des chiffres concernant l'écart salarial qu'on aurait accumulé au fil des années, depuis 1996, par rapport au salaire moyen des pays voisins. Mais la polémique sur les chiffres n'est pas le fond de la question. Nous regrettons que la direction des syndicats ne remette même pas en question le principe lui-même de blocage des salaires. Dans notre société capitaliste, où le but même de toute l'activité économique n'est pas le bien-être de la grande majorité, mais le bénéfice d'une minorité de plus en plus réduite, **le salaire est l'enjeu même de la lutte de classes** : quelle partie de la richesse (produite par les travailleurs), le capitaliste doit-il céder à ces travailleurs, et quelle



pour les patrons qui observent bien la norme, 600 millions étant réservés déjà pour la première année.

Et finalement, dans cette logique, le gouvernement a, de toute façon, déjà décidé par arrêté royal du 28 avril 2013, que la marge salariale se réduit à 0 % pour les années 2013-2014, dans chaque entreprise. La décision du **blocage des salaires** est prise. Reste à trouver la façon de l'imposer aux travailleurs en maintenant une apparence de « ne pas toucher à l'index ».

Diviser les travailleurs

Pour appliquer ces nouvelles mesures d'austérité, le gouvernement et les patrons doivent tout mettre en œuvre pour briser notre résistance. Et le moyen essentiel pour cela consiste à

partie parvient-il à s'approprier ? Tout le monde est d'accord que la « productivité » du travailleur belge – la quantité de richesse produite par heure de travail – est excellente, et ne cesse d'augmenter. Mais dans notre système capitaliste, c'est toujours le patron, le propriétaire des outils de travail, qui doit en profiter. Pourquoi pas nous, les travailleurs ? **C'est notre salaire qui devrait augmenter** au fur et à mesure que nous produisons davantage dans une journée de travail.

Ce qu'il nous faut, c'est « *la constitution d'une société sans classes et la disparition du salariat [...] une transformation totale de la société* », comme dit la *Déclaration de principes de la FGTB*, de 1945.

Comment sortir de cette logique d'exploitation ?

D'aucuns soulèvent qu'il s'agit essentiellement d'améliorer un peu la *distribution* des richesses produites, de compenser un peu les inégalités, par exemple, par une « *taxe des millionnaires* ». ² Nous sommes, bien sûr, d'accord de taxer davantage les plus riches. Mais est-ce que cela suffit pour créer de l'emploi, pour améliorer nos conditions de travail et de vie ? Pour nous, la création d'emplois passe par la réduction du temps de travail sans perte de salaire, et la redistribution de l'emploi disponible entre tous. Elle passe par l'amélioration des prestations dans les écoles, les hôpitaux, les CPAS, et la mise en oeuvre de travaux publics tellement nécessaires, en puisant dans les immenses ressources disponibles quand on cesse de payer les cadeaux patronaux et surtout la dette frauduleuse aux banques. Et elle passe aussi par ne plus laisser cet enjeu

aux mains des Lakshmi Mittal et autres riches, comme disent les métallos de Liège en exigeant la nationalisation de leur outil – sous contrôle ouvrier, ajoutons-nous.

En dernière instance, comme dit la *Déclaration de principes de la FGTB*, de 1945, il s'agit de « *la lutte des classes [...] de l'ensemble des producteurs [les travailleurs] contre une oligarchie bancaire et monopoliste, devenue maîtresse souveraine de tout l'appareil de production* ». Et en 2012, la FGTB de Charleroi insiste : « *A un monde patronal qui encaisse bon an mal an 15 milliards d'aide publique et ne nous restitue aucun emploi, [...] nous opposons un message clair et fort : **débarrassez le plancher !*** » ³

Comment y arriver ?

Le « groupe des dix » – où siègent nos « représentants syndicaux » avec les patrons, sous la présidence de ces derniers – discute en cachette *comment* appliquer ces mesures d'austérité, sans mettre en question le blocage même des salaires. Le sommet syndical va « *exercer la pression maximale* »... en déposant une plainte auprès de l'OIT, qui aura l'effet « *d'être publié* ». ⁴ Ce n'est pas cela qui va faire changer d'avis les patrons.

Il y a des luttes, un peu partout, mais dispersées. Le 26 septembre, une mobilisation **contre le gel des salaires**, à l'initiative des Comités Action contre l'austérité en Europe, qui ont eu le soutien de la CNE, la CGSP-ALR et la CSC Bruxelles-Halle-Vilvorde, a rassemblé 200 personnes, où se mêlaient les couleurs rouge et vert. C'est une très bonne initiative, mais les organisations syndicales participantes elles-mêmes se sont « excusé du peu » ⁵.

Pour le moment, le gouvernement hésite et le projet de révision de la loi de 1996, qui prétend garantir le blocage salarial bien au delà de 2014 – dans la pratique, indéfiniment – a été évacué dans un « groupe de travail ». Mais il n'y a pas lieu de baisser la garde. L'objectif immédiat doit être que **la nouvelle loi ne passe pas**.

Nous devons exiger des syndicats d'organiser la lutte sur les lieux de travail, par la mobilisation, pour construire un réel rapport de forces dans cette lutte de classes, contre le gel des salaires et contre la mise hors jeu des AIP.

Et nous devons lutter pour que ce soient les travailleurs mêmes, à la base, dans les lieux de travail, qui ont le dernier mot, moyennant la démocratie ouvrière, celle de notre classe. C'est une nécessité pour pouvoir défendre, maintenant, l'essentiel même de nos intérêts : **le salaire**. C'est une nécessité pour que la crise soit payée par ceux qui en sont responsable, les capitalistes. Et c'est une nécessité pour avancer vers « *la constitution d'une société sans classes* ». ■

1 Voir une note du Service d'étude du PTB, du 28 mai 2013
 2 Dans le livre *Comment osent-ils* de Peter Mertens, du PTB, dans le Préface de Dimitri Verhulst, on peut lire : « *Je n'ai rien contre les multimillionnaires : j'aimerais moi-même en être un. Mais [...] le fait que les super-nantis ne souhaitent pas contribuer financièrement en proportion de leur fortune [...] est tout bonnement – je pèse mes mots – crapuleux !* » (p. 10). Et Peter Mertens lui-même confirme : « *La fiscalité équitable est un des core business de notre parti.* » (p.24)
 3 Discours du premier mai 2012.
 4 Site de la CSC, 23.9.2013, et Marc Leemans dans *Le Soir*, 14.09.2013
 5 Compte rendu dans l'AG des CAE du 9.10.2013

NON à la révision de la loi de 1996 ! NON au gel des salaires !

Augmentation des salaires selon l'augmentation du coût de la vie !

**NON au paiement de la dette frauduleuse :
que les capitalistes payent pour la crise, pas les travailleurs !**

**Réduction du temps de travail sans perte de salaire,
et distribution du travail disponible entre tous !**

Pour des AIP libres sans contraintes, et soutenus par la mobilisation.

**Vive l'organisation de notre classe,
où la base a le dernier mot, grâce à la démocratie ouvrière,
pour unifier la mobilisation contre le capital et son gouvernement.**

Harmonisation des statuts : bilan d'un « non-accord » très libéral

Le gouvernement est parvenu à surmonter l'ultimatum du 8 juillet donné par la Cour constitutionnelle en rédigeant un « texte final de compromis » sur le rapprochement des statuts des ouvriers et des employés. Les médias, les commentateurs politiques, les directions patronales et syndicales nous présentent unanimement ce texte comme le fruit d'un « accord équilibré », favorable à la stabilité et à la reprise économique. Mais que contient-il au juste ?



Acquis patronaux...

Les jeunes employés perdent une grande partie de leur protection. Un employé devra désormais prêter 3 années avant de bénéficier du préavis qu'il reçoit actuellement après 6 mois de travail. Sous l'apparence de supprimer formellement la période d'essai, le gouvernement l'a ainsi étendue à 3 ans. Même les ouvriers bénéficiaient d'une protection minimale supérieure. Voilà une mesure qui fragilisera tous les travailleurs qui, de plus en plus souvent, reçoivent des contrats temporaires (interim, CDD, etc) sans pouvoir gagner de l'ancienneté dans une entreprise.

Pour plus de deux tiers des employés – ceux dits « supérieurs » (au-dessus de 2.500 brut/mois) – le calcul plus favorable de la « grille Claeys », qui fixait la durée de leur préavis sur la base des décisions de justice, est abandonné. Cette durée est réduite d'un tiers. Avec les

futurs employés, ce sont eux qui paient réellement le poids de l'harmonisation. Les sommes que les patrons devaient verser en complément des allocations de chômage ou pour financer des mesures de reclassement (outplacement) seront déduites du délai ou de l'indemnité de préavis. Les travailleurs devront donc payer eux-mêmes une partie du coût de leur licenciement.

Les patrons sont parvenus à payer l'équivalent d'un tiers des préavis dépassant 6 mois sous d'autres formes que celle des indemnités classiques, de manière à échapper au précompte et aux cotisations sociales. Les patrons comptent ainsi verser des primes pour développer « l'employabilité » et l'activation des travailleurs avant même que ceux-ci ne reçoivent leurs allocations de chômage ! Les travailleurs seront ainsi mis sous pression et injustement culpabilisés dès l'annonce de leur licenciement... pendant que le patronat continue de réduire ses coûts.

Quel progrès social pour les travailleurs ?

Le jour de carence est supprimé, mais, dans les faits, il l'était déjà via de nombreuses conventions sectorielles.

Les préavis des ouvriers sont relevés : ils l'étaient déjà dans de nombreux secteurs grâce au combat syndical, et là où cela n'avait pas été acquis, comme dans la construction, le rattrapage se fera grâce à des « compensations » financières, payées par les contribuables !

En conclusion, cet accord n'est nullement équilibré. Les patrons n'ont quasiment rien à payer, alors que l'essentiel des droits acquis pour les travailleurs

comptant peu d'ancienneté et pour ceux dits « supérieurs » volent en éclat. Avec ce texte, ils ont maintenant une nouvelle arme dans leurs mains pour licencier plus vite et moins cher. Augmenter le taux de profit des entreprises en remplaçant des contrats fixes, pourvus de droits, par des contrats jetables : voilà par où passe la fameuse « relance économique ». Cette harmonisation rentre clairement dans le cadre des mesures d'austérité du gouvernement, visant à restaurer les profits des grands capitalistes tout en faisant payer la crise aux travailleurs.

Le SPA de Monica De Coninck et le PS d'Elio Di Rupo mènent l'offensive contre les travailleurs. Leur volonté fut clairement de forcer un faux « compromis » en évitant toute consultation des bases syndicales à l'approche du 8 juillet. « Sans eux, ce serait pire » ? Mais en fait, quelle différence ? Qu'ils viennent du PS ou du MR, ces politiciens bureaucrates appliquent la même politique de droite, dans le cadre des accords de gouvernement. Cette manière d'harmoniser les statuts sur le dos des travailleurs montre bien que nous sommes face à un gouvernement 100 % libéral. Ceux « sans qui, ce serait pire », ce sont les travailleurs en lutte ! Il y a eu de nombreuses manifestations ainsi qu'une grève importante le 25 avril, mais malheureusement, si cela n'a pas pu inverser le rapport de force face au patronat et au gouvernement, c'est que les directions syndicales, complices, n'ont jamais voulu mobiliser l'ensemble du monde du travail, ouvriers et employés, par la grève générale, contre les attaques sur les salaires, les préavis et l'emploi.

Aujourd'hui, il reste encore bien d'autres éléments de rapprochement à trancher. Le préavis débutera-t-il le premier du mois suivant sa notification ou bien déjà le premier lundi suivant ? Sera-t-il encore suspendu si le travailleur tombe malade ? Pour les patrons, toutes les idées seront bonnes pour raboter la durée de préavis. La lutte pour maintenir le « prix » du licenciement suffisamment élevé que pour dissuader les employeurs d'y recourir à tour de bras continue. Seule la force des ouvriers et des employés, unis, à la base, permettra d'arracher une protection suffisante et sauver les emplois existants. ■

Début octobre, des cheminots de la CGSP ont mené plusieurs actions de blocage du trafic dans la Région de Charleroi contre la menace de suppression de 124 emplois dans le secteur marchandise. La filiale B-Logistics a l'ambition de supprimer ses activités de trafic diffus (wagons isolés), jugées moins rentables car elles nécessitent plus de main-d'œuvre de triage. Ce faisant la filiale détruit un pan historique de l'activité ferroviaire publique au profit du transport par route, avec tous les dégâts environnementaux et sociaux que cela entraîne. Ce choix est la conséquence directe de la libéralisation du secteur fret et de la filialisation de B-Cargo, il y a trois ans, en vue d'une privatisation progressive...

La CSC-Transcom rejette les actions de blocage et « demande aux politiques de subsidier le trafic diffus ». Elle accepte donc que ce soit la collectivité qui paie de nouveau les pertes, tandis qu'on lègue aux opérateurs privés les juteuses « parts de marché ». Pour la LCT, malgré les inconvénients immédiats pour les voyageurs, nous défendons les actions de blocage pour la défense de l'emploi et du bien public que, seule une renationalisation du secteur marchandise pourrait garantir à terme.

D'autre part, la direction de la SNCB-Holding a lancé un appel d'offre pour sous-traiter les 18 restaurants et 3 bars sandwiches et elle fait mine d'oublier ses promesses de réengagement interne de nettoyeurs de gare « indépendants » (suite à la pression de nettoyeurs aidés par des syndicalistes). Son service postal interne serait aussi sur la sellette et elle réduit ses équipes de nuit Securail dans les gares bruxelloises. En juin déjà, elle présentait à son personnel son plan de centralisation de son service des Ressources humaines (qui a des bureaux à travers le pays). La stratégie évidente est de vider la SNCB-Holding de sa substance sociale, pour ne devenir que le secrétariat social (sous le nom de HR-Rail) du groupe SNCB scindé en deux. **On se souvient de la lutte des cheminots contre le projet de scission, mais on se souviendra**

Les conséquences de la scission pointent leur nez

aussi longtemps de l'importance de cette bataille quand on voit déjà aujourd'hui l'accélération des projets de privatisation qu'elle entraîne...

Depuis de longs mois, le gouvernement négocie avec les syndicats un Arrêté Royal qui définit les contours des nouvelles sociétés : New SNCB d'un côté, New Infrabel de l'autre, et HR-Rail entre deux chaises au milieu. Rien ne filtre ! Mais le scénario Sabena

destruction du statut des cheminots, en ouvrant ce marché aux grandes multinationales.

L'atelier SNCB-Technics de Forest par exemple, qui entretient notamment des TGV et des Thalys, est ainsi menacé d'« externalisation ». L'atelier serait repris d'ici 2015 par une « association » entre la SNCB et SNCF, qui en deviendraient les actionnaires. La différence, de taille, est que les conditions de travail suivraient les règles du secteur privé, en cassant le statut de cheminots. Déjà aujourd'hui, la Direction annonce la suppression de 70 emplois sur les 340 de l'atelier et que la productivité devrait encore augmenter de 20 à 30%... Détail peut-être pour eux : les trains qui y sont entretenus arrivent à mi-vie, et c'est aussi dans les prochaines années que les problèmes techniques plus sérieux surviendront...

Depuis le mois de janvier les organisations syndicales négocient le projet d'Arrêté Royal sur la nouvelle structure, et dans le plus grand secret !

Y aurait-il une seule bonne raison acceptable pour ne pas divulguer aux cheminots et aux usagers le projet de texte sur l'avenir de notre service public ?

Face au syndicalisme de négociation secrète - tout à fait scandaleux - il est primordial que les travailleurs combattifs prennent leur avenir en main, à l'instar de l'initiative prise par la Régionale bruxelloise de la CGSP de faire signer une pétition pour sauver les 21 points de restauration d'entreprises et cela avant les négociations, et des actions plus dures comme celles des carolos pour créer un véritable rapport de force. Ils n'entendent plus que la force ! Que la base s'organise démocratiquement, avec les usagers, et demande des comptes ! Seule la lutte paie ! ■



bis (la faillite) pour l'opérateur public SNCB reste bien une menace réelle : selon la presse, 55% de la dette reviendrait à la SNCB, qui n'est pas sûre de pouvoir supporter...

Selon nous, le gouvernement n'a pas l'intention politique de rendre la SNCB viable. Sa volonté est de privatiser tout ce qui est rentable, en démantelant petit à petit la SNCB comme les autres services publics. En bref, la scission du groupe SNCB n'est pas encore consommée mais elle accélère déjà de manière très concrète le démantèlement du service public. **Le but essentiel de la scission est la libéralisation et la privatisation du transport de voyageurs, la**

Le Collectif CHOC, une alternative contre l'exclusion

Nous avons interviewé Guillaume Goor, chargé de mission à la Mission Locale de Saint Gilles, à propos du collectif CHOC, un collectif de demandeurs d'emploi, qui s'est organisé depuis quelques mois pour dénoncer la politique d'activation et d'exclusion des chômeurs.

Quelles sont les raisons qui ont motivé les travailleurs de la Mission Locale à participer du Collectif CHOC ?

A la base il y a un constat : la chasse aux chômeurs et l'image négative des chômeurs qui sont présentés dans les médias et même dans les discours politiques comme des coupables ; comme si les maux de la société étaient dus aux chô-

meurs ; parce que « quand on veut on peut, celui qui cherche trouve » et tous ces préjugés sur l'emploi. Dans notre travail, nous sommes confrontés aux chiffres réels. Si on prend les chiffres officiels d'Actiris pour le mois de juillet 2013, il y a 111.000 demandeurs d'emploi inscrits pour 8.000 offres d'emploi ! Cela change tous les mois mais le rapport reste toujours le même : 1 offre pour 10-12 demandeurs d'emploi. Pour Bruxelles, le rapport peut même varier de 1 offre pour 38 demandeurs ! Et plusieurs catégories de chômeurs ne sont pas prises en compte dans ces statistiques. Cela veut dire que même en s'activant, même en cherchant, dans le meilleur des cas, il n'y a qu'une chance sur dix de trouver du boulot !

A cela s'ajoute tout le dispositif de l'activation, qui te presse contre le mur, qui te dit « c'est ta responsabilité (faute) tu n'as qu'à bouger ». En premier lieu, nous voulons pointer du doigt la responsabilité politique : s'il n'y a pas de boulot, ce n'est pas la faute des gens, c'est un choix politique. C'est une responsabilité comme travailleur social de faire cette lecture sociale et le dire.

On parle chiffres mais on ne parle jamais des gens qui sont derrière les chiffres sauf pour les accabler ; c'est pas normal cette situation ! Des générations se sont battues pour que ce droit au chômage existe et voilà que les responsables politiques font passer cela comme si c'était un crime !

Alors on s'est proposé de constituer un groupe de réflexions et d'actions pour créer du lien entre les gens qui sont trimbalés dans le carrousel institutionnel entre la Mission Locale, Actiris, la Maison

de l'emploi, les ALE ; permettre aux gens de se rendre compte qu'ils vivent tous des situations similaires, que ce n'est pas de leur faute. A partir de là, voir ce qu'on peut faire ensemble. La Mission Locale a hébergé le collectif CHOC dans une dynamique d'éducation permanente ; toutes les décisions étant prises de manière autonome, c'est le collectif qui décide et nous sommes les personnes supports.

Quels sont les objectifs du Collectif CHOC ?

On veut réfléchir comment attirer le regard de l'opinion publique sur la condition des chômeurs et donc nous sommes passés à faire des actions CHOC pour attirer l'attention des médias. Il s'agit aussi de dénoncer des situations concrètes et mener des actions ponctuelles. Par exemple, en juillet, le collectif a mené une action pour protester contre « la mise en solde » des chômeurs: on est tous allés « vendre des chômeurs en solde » à la Rue Neuve ; c'était comme un marché aux esclaves, la foire aux bestiaux pour les employeurs. C'est d'ailleurs comme ça dans tous les salons pour l'emploi, où ils te font croire que tu vas trouver du boulot, mais cela ne sert qu'aux intérimaires pour sélectionner sur les 300 candidats les 2 meilleurs ; et des sommes astronomiques sont investies là-dedans, pour rien.

Quelles sont les revendications du collectif CHOC et à qui sont elles adressées ?

Le collectif interpelle principalement l'ONEM et la région. L'ONEM et Actiris vont fusionner au plus tard en 2014 ou 2015. Avec la régionalisation des compétences de l'emploi, Actiris va reprendre les



meurs ; parce que « quand on veut on peut, celui qui cherche trouve » et tous ces préjugés sur l'emploi.

Dans notre travail, nous sommes confrontés aux chiffres réels. Si on prend les chiffres officiels d'Actiris pour le mois de juillet 2013, il

compétences de contrôle; donc, l'organisme aujourd'hui responsable de l'accompagnement du chômeur (qui doit t'aider pour chercher un travail), aura aussi des compétences de contrôle. La carotte dans une main et le bâton dans l'autre... on a vu ce que cela a donné en France quand ils ont fusionné les Asedic et les MPO en 2008. Il y a eu des demandeurs qui se sont immolés, des suicides... même parmi les conseillers à l'emploi, il y a eu des suicides, tellement la pression elle était forte et eux-mêmes se rendaient compte des dégâts sociaux.

Pour la petite histoire, les conseillers à l'emploi s'appellent eux-mêmes les « radiateurs » parce qu'ils ne font que radier les gens ! Ils ont des trucs pour ça, par exemple tu reçois une lettre de convocation aujourd'hui et la convocation était pour hier, ils peuvent alors dire que tu ne t'es pas présenté; ils t'envoient systématiquement des offres d'emploi ne correspondant pas à ton profil, etc.

Il y a aussi l'Europe que fait pression sur les Etats qui font pression sur les Régions et les communes pour masquer les vrais chiffres... Derrière tout ça, le but est de maintenir un haut taux de chômage dans les faits pour faire une pression à la baisse sur les salaires et sur les conditions de travail en général. Par exemple, le modèle allemand, des jobs à un euro de l'heure, ou quand il y a un job pour cent types, si tu ne le prends pas c'est le suivant qui l'aura, donc tu n'as pas le choix... Le collectif CHOC a aussi comme objectif de lutter contre ce modèle « d'État social actif » comme ils appellent ça.

Quelles difficultés avez-vous rencontré dans cette dynamique d'accompagnement ?

Evidemment que cela ne plait pas à tout le monde. Nous avons lancé l'initiative mais le collectif est autonome; ce sont des citoyens qui

se sont engagés. Dans le cadre de l'éducation permanente, l'idée était de conscientiser sur le problème; à partir de là, c'est le Collectif CHOC qui apporte les idées d'actions, des pistes de solutions. Effectivement il y a des choses que nous ne pouvons pas faire, mais nous apportons notre support.



Le 31 octobre, des membres des Comités Action contre l'Austérité en Europe (CAE) ont occupé l'ONEm à Bruxelles pour dénoncer la dégressivité accrue des allocations de chômage, qui allait entrer en vigueur au 1er novembre.

Et les difficultés pour le Collectif CHOC ?

Pour des personnes prises dans le cycle du chômage - pas valorisant -, la priorité c'est la motivation et le renouvellement de participants au collectif. C'est aussi gérer les pressions qu'on reçoit de partout, pas seulement la Mission Locale sinon les demandeurs d'emploi eux-mêmes. Par exemple, lors de l'action à la Rue Neuve, ils n'avaient pas d'autorisation, la police nous a interpellé et empêché de distribuer notre trac. Quelqu'un leur a demandé « et si on distribuait des tracts pour Macdo, alors ? » on nous a répondu du tac au tac, « si c'est commercial, il n'y a pas de problème, mais là vous avez des revendications. ». Et puis, on se

pose des questions sur l'état actuel de la démocratie !!

A ton avis, qu'est qu'il faudrait faire pour développer la lutte contre la réforme du chômage ?

Il existe un réseau Bruxellois de collectifs des chômeurs qui se met en place, le collectif CHOC en fait partie. Cette coordination est portée par le Collectif de Solidarité Contre les Exclusions. C'est malheureux à dire, mais pour beaucoup de gens, les syndicats se limitent à une caisse de paiements. Oui, il y a un travail de mobilisations, mais, sur la question des chômeurs, je crois qu'il y a un travail énorme à faire. Les chômeurs, c'est une masse invisible de gens qui n'ont pas la parole parce qu'ils sont désorganisés et comme tous les plus faibles, CPAS, VIPO ou les handicapés, ils sont systématiquement attaqués. Il faut fédérer, dépasser la somme de cas individuels, donner une voix.

Donc le Réseau veut passer à la vitesse supérieure et responsabiliser les politiques, leur dire : « le chômage n'est pas un problème individuel, c'est un choix politique et vous en tant que représentants politiques, vous êtes responsables de choix qui sont crapuleux ». L'idée est de préparer des actions en vue des élections du mai 2014 et une grande marche de chômeurs sur Bruxelles, que le réseau communiquera en temps et en heure. ■



Une nouvelle étape de la révolution syrienne
et la nécessité de la solidarité internationale

Après la menace d'intervention, les Etats-Unis reculent de façon retentissante

Face à l'attaque meurtrière d'Assad avec des armes chimiques contre les zones contrôlées par les rebelles à Damas, les Etats-Unis ont annoncé en grande fanfare qu'ils bombarderaient la Syrie parce qu'Assad avait « franchi la ligne rouge ».

Obama déclara qu'il le ferait même sans soutien de l'ONU et avec uniquement l'appui de l'Angleterre et de la France. Toutefois, les Etats-Unis ont fini par suspendre l'intervention, se valant du plan russe pour placer les armes chimiques sous contrôle international, en échange de la suspension de l'opération.

Ce recul retentissant du gouvernement américain et de ses alliés s'explique principalement par le dénommé « syndrome Irak », qui s'exprime dans le rejet de larges secteurs de la population des pays impérialistes, Etats-Unis en tête. Ils refusent que leurs gouvernements se lancent dans de nouvelles aventures militaires coûteuses. C'est sans doute l'une des expressions les plus remarquables et les plus progressistes de la défaite politique et militaire qui a mis fin aux dernières invasions de l'Afghanistan et de l'Irak. Le Britannique Cameron a perdu son pari, au Parlement de Grande-Bretagne, d'accompagner Obama ; un fait sans précédent dans l'histoire récente. Il ne manquait que la France, qui a commencé à douter face au refus interne et à la crise déclenchée aux Etats-Unis et en Grande-Bretagne.

Mais le contenu même de l'accord entre les Etats-Unis et la Russie montre ce qu'a toujours été la politique de toutes les puissances impérialistes. Essentiellement, l'accord n'est qu'une mesure cosmétique pour sauver la face

pour Obama. Ce que montrent toutes les actions de l'impérialisme américain et de ses alliés depuis plus de deux ans de guerre civile en Syrie (et que confirment les derniers développements), c'est que leur politique se résume au fait de forcer Assad et la résistance à une solution négociée, une solution qui préserve l'essence du régime syrien et qui stabilise le pays, sur base de quelques concessions à la résistance.

Un autre facteur, bien que non déterminant, qui augmente les craintes de l'impérialisme à soutenir les rebelles, est le manque de centralisation de la direction du camp rebelle, qui est beaucoup plus fragmenté que celui de la Libye. En ce sens, les Etats-Unis et leurs alliés impérialistes ont fort peur que les forces qui contrôlent le processus ne soient pas sous leur contrôle complet.

Obama et Poutine ont fait des efforts pour stabiliser le pays, comme au bon vieux temps de la coopération américano-soviétique pour enterrer la révolution.

Cela montre clairement à la résistance – à ceux qui étaient, à juste titre, contre l'intervention militaire, tout comme à ceux qui, poussés par la situation désespérée, plaçaient leurs espoirs dans cette intervention –, que les soi-disant grandes puissances, et en particulier les Etats-Unis, ne sont pas des « amis de la révolution » et n'ont aucun intérêt « humanitaire » ; ils sont complices d'Al-Assad.

Pour que la libération du peuple syrien soit l'œuvre de peuple syrien lui-même, il faut des armes et un appui matériel pour la résistance !

La LIT-QI a toujours été **contre l'intervention impérialiste** parce qu'elle visait à essayer de contrôler et de

vaincre la révolution de l'intérieur, pour stabiliser le pays et la région sous leur contrôle. Il n'y avait pas le moindre intérêt « humanitaire » dans cette intervention. Toutes leurs actions sont au service de leurs objectifs colonialistes et contre-révolutionnaires. Le projet de l'impérialisme est de transformer la Syrie en une colonie étasunienne. A ceux de la résistance au tyran Assad qui avaient quelques espoirs de libération venant des Etats-Unis, de la Grande-Bretagne ou de la France, nous disons que l'histoire témoigne du fait qu'ils ne vont être « libérés » du tyran sanguinaire Assad que pour être dominés par les plus grands tyrans que l'humanité ait connus : les impérialistes.

Si le peuple syrien ne réalise pas sa propre libération, avec l'aide de ses frères des autres peuples, le sacrifice des martyrs aura servi à remplacer une dictature comme celle d'Assad par une autre, beaucoup plus forte et plus puissante, comme celle que représentent les Etats-Unis et leurs alliés.

Si les intentions des Etats-Unis, de la Grande-Bretagne, de la France et de leurs alliés avaient eu le moindre intérêt humanitaire, le moindre critère démocratique, ils ne ménageraient pas l'aide en armes et en équipements pour la résistance syrienne, afin que le peuple syrien ait au moins le droit le plus élémentaire de se défendre face à leur tyran.

La LIT-QI a été et sera du côté du peuple syrien et de sa résistance héroïque contre Assad. Et depuis ce côté de la barricade, nous continuerons à être contre toute intervention militaire impérialiste, en même temps que nous demandons à toutes les organisations syndicales populaires et démocratiques de redoubler d'efforts pour exiger des gouvernements l'envoi d'armes et un soutien matériel à la résistance syrienne.

La lutte sur le terrain et le rôle malheureux de la « gauche » La contre-offensive d'Assad de ces dernières semaines était basée sur la supériorité en armes et sur le soutien direct, tant du Hezbollah – avec des milliers de soldats – que de la fourniture et du soutien logistique de la Russie, de l'Iran et du Venezuela. Cette offensive a connu des avancées, telles que la récupération de Quseir. Mais elle a sans aucun doute une limite : la situation des troupes de l'armée d'Assad qui, malgré la supériorité militaire, n'ont pas le moral pour aller au combat franc et direct et écraser la révolution. Cela se voit particulièrement à Damas et c'est ce qui peut expliquer que le régime ne parvienne pas à écraser les bataillons de la périphérie, comme à Ghouta ou Kabum.

Ce panorama fait que le rapport des forces reflète un moment d'impasse qui peut se prolonger. Plusieurs analystes s'attendent à une longue guerre qui, du point de vue de la lutte pour vaincre Assad, signifie une longue période de plus de souffrances, sans un soutien efficace à la révolution.

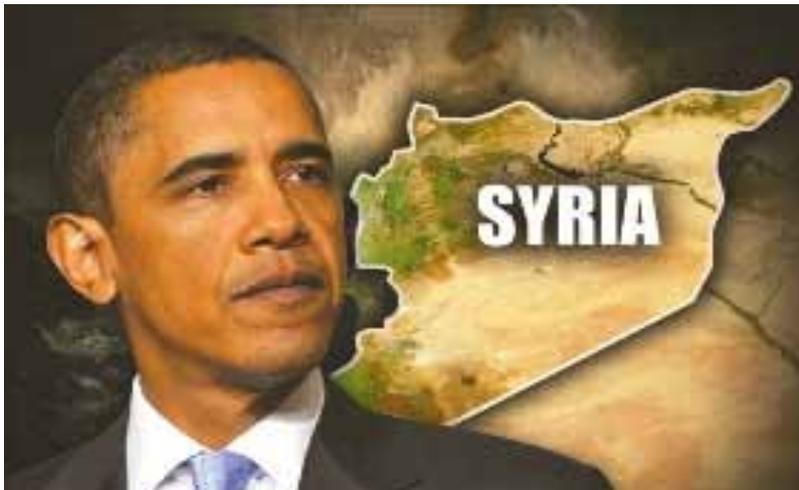
Bien que la suspension des bombardements donne un répit à Assad en atténuant la destruction possible des cibles militaires à partir de l'air, elle ne modifie pas la situation générale sur le terrain. Malgré la supériorité militaire, Assad ne parvient pas à prendre le contrôle de la plupart des zones libérées, même dans la banlieue de Damas, car il ne possède pas la quantité nécessaire d'effectifs en condition d'aller au combat direct. Le dictateur compense les pertes et la démoralisation de son armée par le rôle sinistre et honteux du Hezbollah, qui dilapide le patrimoine accumulé dans sa lutte contre le sionisme. Néanmoins, il y a eu des victoires des rebelles à Alep et Lattaquié.

Ce tableau laisse présager une guerre civile de longue haleine, ce qui donne encore plus d'importance au rôle de la campagne internationale de solidarité. Malheureusement, les positions de la grande majorité de la gauche dans le monde sont contre la

révolution syrienne. D'une part, le castro-chavisme et le stalinisme en général se sont entièrement alignés sur Assad, comme ils l'ont fait avec Kadhafi.

D'autre part, les centristes et de nombreuses organisations qui se prétendent « trotskystes » cèdent à la pression des stalinien, prétextant le caractère de la direction des rebelles. Pour « ne pas capituler » à ces directions, ils proposent en effet de continuer à laisser la révolution syrienne isolée, et de cette façon, ils contribuent à sa défaite, tout en laissant l'impérialisme et ses alliés continuer à jouer le rôle des seuls défenseurs de la révolution.

La LIT-QI sait clairement de quel côté de la barricade elle se trouve : nous exigeons des armes et un soutien matériel pour la résistance syrienne, pour mettre fin à la différence qualitative entre l'armement du régime et celui des rebelles. Il faut un armement supérieur, des missiles antiaériens, des chars avec de la technologie moderne. Ces matériels ne peuvent pas être obtenus s'ils n'obtiennent pas le libre transit des



gouvernements de la région et des gouvernements impérialistes.

Et c'est lorsque nous soulevons cette exigence démocratique, le droit du peuple syrien à se défendre, que la gauche et les soi-disant trotskystes sont choqués et crient à la « capitulation de la LIT-QI à l'impérialisme ».

Il y a lieu de demander à eux tous : l'envoi d'armes et de soutien matériel à la République n'était-il pas une demande unanime de la gauche dans l'Etat espagnol et dans monde, quand les travailleurs et le peuple affrontaient

les troupes de Franco ? Ces armes n'ont-elles pas été exigées, en particulier à la Grande-Bretagne et à la France ? L'Angleterre et la France n'étaient-elles pas des pays impérialistes ? Le refus d'envoyer ces armes, n'est-il pas resté dans l'Histoire comme la preuve de ne pas vouloir soutenir la République, ce qui a aidé à la victoire Franco ?

Des groupes soi-disant trotskystes rejoignent ce chœur qui proclame que nous faisons « le jeu de l'impérialisme » en exigeant des armes pour la résistance syrienne. Ces groupes vocifèrent au nom d'une supposée orthodoxie, alors que Trotsky fut le premier à condamner fermement le refus des gouvernements anglais et français pendant la guerre civile espagnole, comme une attitude qui ne faisait que renforcer le fascisme. Et il a également toujours soutenu que les révolutionnaires devaient utiliser les contradictions de l'impérialisme et pouvaient accepter des armes pour poursuivre leur lutte.

Laissons donc ces ultragauchistes avec leurs prétentions pompeuses, comme disait Trotsky, et restons avec le peuple syrien et avec ceux qui, comme nous, le soutiennent, pour rejeter cette réponse avec une indignation légitime.

Les groupes d'Al-Qaïda : la cinquième colonne d'Assad

Dans les zones libérées, il y a de plus en plus un affrontement entre les bataillons rebelles et les Comités locaux, d'une part,

et les organisations liées à Al-Qaïda de l'autre, surtout Jabat Al Nusray et EISI.

Il s'agit d'une confrontation croissante, dans les zones libérées, entre les militants qui luttent pour renverser Assad au nom d'une Syrie démocratique, et les groupes liés à Al-Qaïda, qui proclament que leur objectif est l'établissement d'un califat. La ligne de partage ne serait donc pas entre les troupes d'Assad et ceux des Comités locaux et de l'ASL, mais entre les dévots d'un nouvel Etat théocratique et dictatorial et les infidèles.

Dans le cadre de ce projet, ils poursuivent les militants, les mettent en prison et les assassinent. C'est le cas d'un prêtre qui soutenait la révolution, pour le simple fait qu'il voulait exercer son droit de culte. Ils punissent et exécutent les jeunes qui ne se déclarent pas musulmans ou qui ne peuvent pas lire le Coran, les femmes qui ne portent pas le voile, etc., dans toutes les zones sous leur contrôle. Ils ont assassiné des commandants de l'ASL et ils ne se subordonnent pas à l'unité de lutte contre Assad. Ils refusent de se joindre aux autres milices rebelles. Qui plus est, ils sont accusés par les comités locaux et les bataillons rebelles de quitter le front pour concentrer leurs troupes à l'arrière. Cette situation, en plus de servir de justification à Assad, conduit à une division et mène également des secteurs minoritaires – comme les alaouites ou les chiïtes, qu'ils pourchassent – à être attirés par la dictature.

Nous, de la LIT-QI, nous avons déjà dénoncé leur rôle. Mais il s'agit maintenant de dire clairement qu'ils sont une cinquième colonne d'Assad, embusquée dans le camp de révolution, et qu'il faut s'organiser pour la lutte contre eux, là où ils dirigent. Pour la défense des comités locaux ! C'est le peuple qui doit décider de la vie quotidienne dans les zones. On ne va pas faire tomber Assad pour imposer une nouvelle dictature d'Al-Qaïda et de ses sbires, comme l'a dénoncé la résistance à juste titre.

La guerre est la continuation de la politique par d'autres moyens

Le vieux Trotsky, le fondateur et dirigeant de l'Armée rouge, qui en savait assez sur les guerres et les questions militaires, s'est référé à la révolution espagnole et à la guerre, en disant : « Dans une guerre, le résultat dépend pour un quart, voir moins, du militaire, et pour trois quarts, voir plus, de la politique. » Le programme et la politique dans la résistance deviennent le problème le plus crucial pour gagner la guerre.

Est-il possible d'unifier la résistance actuellement dispersée et fragmentée, sans un programme qui exprime les objectifs communs des travailleurs, du peuple, des nationalités opprimées, des jeunes et des femmes qui font face

à Assad ? Est-il possible d'unifier la résistance sans un programme de libération nationale et sociale ?

Ceux qui considèrent que ces questions sont inutiles, voir même préjudiciables – « maintenant il faut faire tomber à Assad et ensuite nous parle-



rons » – placent la victoire militaire et les tâches de la révolution sur des plans séparés, et de cette manière, ils préparent l'échec de la révolution et la défaite militaire.

Le problème de la bataille pour ce programme est donc le problème de la direction de la guerre et de la révolution. Si les groupes d'Al-Qaïda ont gagné du terrain, ce n'est pas tant en raison des armes qu'ils reçoivent – un facteur important –, mais parce qu'avec leur califat, leur Sharia et leur constitution islamique, ils ont un programme – contre-révolutionnaire, certes, mais un programme – autour duquel ils unifient les objectifs de la lutte.

La résistance peut-elle se renforcer sans que les dirigeants ne s'expriment clairement face au peuple kurde sur la question de savoir si la Syrie pour laquelle ils luttent inclut ou pas le droit du peuple kurde à l'autodétermination ?

La résistance peut-elle s'unifier et se renforcer si elle n'affirme pas clairement, face à la jeunesse combattante, que la Syrie pour laquelle ils luttent sera régie par le principe de la souveraineté nationale, sans brader ses ressources aux multinationales impérialistes pour continuer le pillage de la Syrie ?

La résistance peut-elle se renforcer si les femmes syriennes, l'avant-garde dans la lutte contre le régime, ne savent pas si, dans la Syrie victorieuse, elles auront une place sur un pied d'égalité avec les hommes, ou si elles

continueront à être opprimées et asservies par les lois réactionnaires ?

La résistance peut-elle se renforcer sans savoir qui va décider de l'avenir de la Syrie si elle parvient à renverser Assad ? Sera-ce à une assemblée constituante, libre et souveraine, qui décidera de l'avenir de la Syrie ? Ou sera-ce les amis de l'impérialisme qui, depuis l'extérieur de la Syrie, préparent la « transition », espérant la collaboration de secteurs du régime Assad dans cette négociation ?

La lutte pour le programme de la révolution devient ainsi l'arme la plus puissante de la résistance. La lutte pour ce programme commence par placer les combattants révolutionnaires les plus lucides à la tête de la bataille pour construire ce programme, et par y faire participer les Comités locaux, alors que ceux-ci luttent en même temps pour la **centralisation de ces comités** qui, unifiés, doivent devenir le véritable organisme de pouvoir de la révolution. La lutte pour ce programme doit inclure comme tâche la bataille pour la formation d'un Comité central de milices qui, sous réserve des décisions de l'organisme central des Comités locaux, mette un terme à l'actuelle fragmentation et centralise les plans militaires, la fourniture des milices et l'armement.

La bataille est pour ce programme pour gagner la guerre et donner une issue ouvrière, populaire et démocratique à la révolution syrienne.

A cet égard, il est essentiel que tous ces combattants plus conscients qui intègrent les comités locaux construisent ce programme et se donnent la tâche, autour de lui, de construire un parti politique révolutionnaire, socialiste, ouvrier et internationaliste.

La défense de ce programme et la lutte pour la construction du parti révolutionnaire passera inévitablement par un combat politique permanent contre les actuelles directions collaborationnistes qui, tant à partir de ce qu'on appelle la Coalition nationale qu'à partir de la Coordination nationale syrienne ou le commandement de l'ASL, n'ont rien fait d'autre que d'appeler encore et encore à l'intervention impérialiste tout

en montrant leur incapacité à résoudre les problèmes cruciaux de la résistance.

Une campagne internationale de solidarité avec la révolution syrienne est urgente !

Nous, de la LIT, nous appelons à intensifier la campagne de soutien à la résistance syrienne. Nous appelons toutes les organisations syndicales et démocratiques à exiger des gouvernements des armes et un soutien matériel pour la résistance syrienne.

Nous ne voulons pas d'intervention militaire de l'impérialisme, nous voulons que le peuple syrien ait le droit démocratique le plus élémentaire à se défendre. Ceux qui prétendent à juste titre que l'on ne peut pas être indifférent à un massacre qui a fait plus de 100 000 victimes devraient être les premiers à se joindre à cette exigence envers leurs gouvernements.

Pour notre part, nous allons intensifier la campagne en favorisant la transmission de la voix de la résistance syrienne partout, en organisant des rassemblements et des tournées avec les camarades les plus proches qui font partie de la résistance syrienne.

Notre campagne est au service de la victoire de la révolution syrienne, pour laquelle nous exigeons publiquement des gouvernements l'envoi d'aide matérielle aux combattants syriens. Et nous lutterons pour que les organisations ouvrières et démocratiques se joignent à la campagne.

En même temps, nous allons prendre des initiatives pour faire connaître la situation de la révolution en Syrie et obtenir le soutien matériel pour les secteurs les plus progressistes de la résistance, comme les Comités locaux.

La révolution syrienne est actuellement le principal affrontement entre révolution et contre-révolution dans le monde. De sa victoire ou de sa défaite dépend l'avenir, non seulement de cette révolution, mais de l'ensemble des révolutions dans la région. Il n'y a donc pas de tâche plus urgente que d'entourer de solidarité active la révolution syrienne. ■

Comité exécutif international de la LIT-QI

Le 27 septembre 2013

La législation européenne condamne à mort les immigrés

Par Christina, Portugal

Plus de 300 immigrants ont trouvé la mort le 3 octobre dernier en Méditerranée, à 500 mètres des côtes de Lampedusa. Le bateau sur lequel ils étaient a pris feu, ce qui a obligé les 500 passagers, en majorité des Erythréens et des Somaliens, à se jeter à la mer. Trois bateaux de pêcheurs ont assisté à la tragédie mais n'ont rien fait pour aider les naufragés, sans doute par peur – comme c'est déjà arrivé – d'être accusés de collaboration avec l'immigration clandestine.

Des lois racistes, réactionnaires et xénophobes

Cette cruauté est provoquée par une législation fasciste, faite pour empêcher que des immigrants pauvres déséquilibrent l'armée de réserve industrielle – appelée « chômage » – au sein du capitalisme européen. Avant la crise, l'immigration était régulée pour transformer le migrant en un travailleur illégal, bon marché et vulnérable, suivant les besoins de main-d'œuvre des différentes bourgeoisies nationales. A présent, avec la crise et le chômage, les gouvernements de l'UE ne veulent plus rien savoir des immigrés. Et donc ils n'hésitent pas à les condamner à mort.

Depuis 1988, selon le blog Fortress Europe, au moins 19.142 personnes se sont noyées en essayant de traverser la Méditerranée, fuyant la pauvreté et leur pays ravagé par la guerre. Peu avant cette dernière tragédie, le Conseil

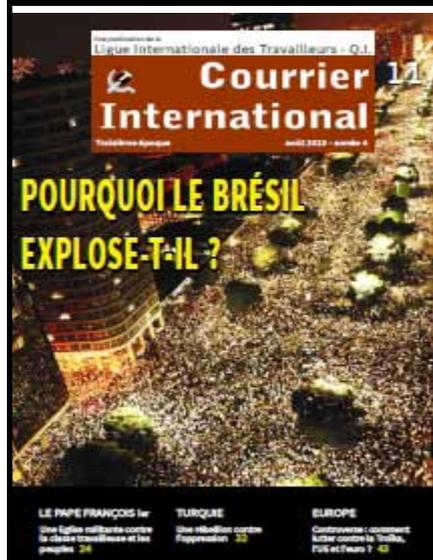
de l'Europe accusait l'Italie de ne pas savoir empêcher efficacement l'entrée des immigrés illégaux, dénonçant l'inefficacité de ses politiques de « dissuasion ».

La solution

L'immigration ne peut être traitée comme si le migrant était un criminel. L'immigré est un travailleur en quête de moyens de survie et d'une vie meilleure – et il a tout à fait le droit à cela. Les véritables criminels sont les bourgeoisies et leurs gouvernements impérialistes qui n'hésitent pas à exploiter leurs ex-colonies, comme c'est le cas de la Somalie et l'Erythrée (ex-colonies italiennes) en les maintenant dans une situation de semi-colonie, c'est-à-dire dans une relative indépendance politique mais une totale dépendance économique. La solution pour l'immigration est la même que pour tous les travailleurs : en finir avec l'exploitation capitaliste et les frontières et créer une société où tous soient véritablement égaux en droit. ■



Courrier International n° 11



POURQUOI LE BRÉSIL EXPLOSE T IL ?

Le dossier de la revue centrale de la LIT-QI est dédié en grande partie au processus de mobilisations en cours au Brésil. Aussi dans le contenu:

Monde arabe:

- la révolution égyptienne
- les frères musulmans
- la révolution syrienne

Le nouveau Pape François 1er

La Turquie:

- rébellion contre l'oppression

Bolivie:

- le gouvernement de Evo

Vous pouvez obtenir ce numéro près d'un camarade qui vous offre ce journal.

TRAVAILLEURS EN LUTTE

Voici une nouvelle chronique dans laquelle nous voulons mettre en lumière quelques conflits récents, qui montrent comment les travailleurs luttent pour défendre leurs conditions de travail et refuser l'austérité du gouvernement.

A Caterpillar, les syndicats font monter la pression

La dernière grande action réalisée par le front commun syndical fut une grève de 24 heures, avec interdiction de toute entrée et sortie de matériel. Cette grève fait suite à un nouveau constat de blocage des discussions avec la direction, qui avait annoncé fin février le licenciement de 1.400 travailleurs. Quotidiennement de nouvelles actions sont décidées. L'objectif est de faire fléchir la direction, qui veut lier les discussions autour du plan social (pour les licenciés) avec celles relatives aux conventions collectives et au règlement de travail pour le personnel qui restera après la restructuration, ce que refusent les travailleurs (25/09/2013).

TEXTILE – Action contre l'entreprise Hades/Elis

Hades/Elis est une multinationale qui loue et entretient des produits textiles et d'hygiène. Une cinquantaine de travailleurs ont protesté contre les conditions de travail dans l'entreprise, qui emploie 160 personnes en Belgique, dont plus de la moitié à Anderlecht. La direction a mis en place durant l'été des mesures qui rendent le travail insoutenable. L'action est appuyée par tous les syndicats (26/09/2013).

ETUDIANTS en grève à Namur

Quelques 400 étudiants de la Haute-école namuroise Albert Jacquard ont défendu « un enseignement de qualité pour tous » devant l'Elysette à Namur. Ils ont notamment été rejoints par des étudiants de l'UCL, de l'Université de Namur et d'autres. Les étudiants réclament un refinancement public de l'enseignement supérieur et l'abolition du système de l'enveloppe fermée (29/10/2013).

ULB – Non à la réforme du CA

Le personnel administratif, technique et ouvrier de l'ULB ont bloqué le rectorat contre la décision de limiter le remboursement des transports. Pour leur part, les étudiants ont bloqué le Conseil d'administration dans le cadre de la lutte contre la réforme de la gouvernance, qui prétend limiter la participation des étudiants, chercheurs et travailleurs afin de mettre plus facilement en place les mesures de marchandisation des savoirs.

CHEMINOTS – Non à la fermeture de la Gare de triage de Monceau

Fin septembre, le personnel de la gare de triage de Monceau-Sur-Sambre (Charleroi) s'est mis en grève et a interrompu le trafic ferroviaire de plusieurs lignes à partir de Charleroi. Les cheminots ont investi les voies pour protester contre la réduction des activités de triage et à l'atelier de wagons, ce qui met en danger l'existence du site et, par là, plus d'une centaine d'emplois (20/09/2013).

Grève chez H&M à Liège

Le personnel ainsi que des représentants syndicaux ont bloqué l'entrée du magasin pour protester contre la volonté de la direction d'engager des intérimaires plutôt que d'étendre les contrats des employés de 24 à 28 heures par semaine. Un plan doit être présenté par la direction. S'il n'est pas satisfaisant, la FGTB prévoit de relancer la grève.

Ryanair condamné à payer des indemnités

La compagnie aérienne Ryanair a été condamnée par la Cour d'appel de Borgarting (Norvège) à payer des indemnités à une ex-employée résidant en Norvège, qui avait été licenciée pendant sa période d'essai. Ryanair contestait la compétence de la justice norvégienne, affirmant que l'avion dans lequel l'employée travaillait était assimilé au territoire irlandais. En Belgique, le 4 novembre, le Tribunal du travail de Charleroi devrait se prononcer sur le litige opposant Ryanair à six anciens employés de la compagnie. Le jugement norvégien pouvait faire jurisprudence, mais le tribunal belge s'est déclaré incompétent. 06/09/2013). ■



Suite à un appel d'associations de producteurs de lait, en lutte depuis des années contre la libéralisation et la course à la surproduction agricole, un mouvement s'est formé avec des fermiers, des syndicalistes de la CSC-Bruxelles, de la CNE, de la FGTB et en particulier la CGSP-ALR de Bruxelles, des représentants du monde associatif, des partis de gauche et des travailleurs, avec et sans emploi, pour mener une action de blocage du Sommet européen les 19 et 20 décembre prochains.

Cette dénommée « **Alliance D19-20** » dénonce et demande le retrait des politiques d'austérité qui conduit les 99% de la population à toujours plus de misère, du TSCG (pacte budgétaire européen) et du Traité transatlantique (libre échange Union Européenne-USA).

La LCT soutient ce mouvement et ses revendications, car il unifie les travailleurs, du monde ouvrier au monde paysan, dans un projet d'actions qui s'inscrit dans la lutte des travailleurs européens contre l'Europe du Capital.

Signez l'appel et bloquons tous ensemble le Sommet ! Que Bruxelles devienne ce jour là aux yeux de l'Europe le sommet de la résistance des travailleurs !

www.d19-20.be



DERNIERS MOTS



Le capitalisme tue!

En novembre 2012, deux travailleurs du groupe avaient déjà mis fin à leurs jours, sans donner une portée "politique" à leur acte.

L'ami d'Alain, Frédéric Gillot, délégué FGTB ArcelorMittal, raconte :

« Alain était un camarade de plus de 20 ans. Il était de toutes les batailles, de toutes les manifestations, tous les piquets.

J'ai la rage contre Mittal mais aussi contre les dirigeants politiques (...) les politiques ont demandé des études, payées par la Région wallonne. Elles ont toutes prouvée que la sidérurgie était viable, qu'il fallait la nationaliser. Et les politiciens ont laissé tomber le truc.

La Région wallonne a donné beaucoup d'espoir aux travailleurs, en faisant faire des études. Cela lui donne une fameuse responsabilité (...) Tous les travailleurs ne se rendent pas compte du séisme que ça va être. Si on prend la phase à chaud et la phase à froid, deux travailleurs sur trois seront licenciés. »

Lettre d'adieu d'Alain Vigneron,
45 ans, sidérurgiste chez ArcelorMittal, Chertal - Belgique,
entré à 14 ans à l'usine, qui s'est suicidé samedi 12 octobre,
deux ans jour pour jour après l'annonce de la fermeture de
certains fourneaux de Liège.

« Chère famille,
je vous dis mes derniers mots. Je veux que vous respectiez ma femme
et ma fille. Elles n'y sont pour rien. Je les ai fait souffrir énormément à
cause de mon boulot pour monsieur Mittal. Il m'a tout pris, mon emploi,
ma famille. Combien de familles va-t-il encore détruire ? Moi je n'en
peux plus de ce milliardaire. Vous savez, je me bats depuis 31 ans pour
avoir un petit quelque chose et voilà, je vais perdre mon emploi et com-
bien de familles vont le perdre, monsieur Mittal ?

Cher gouvernement,
allez-vous enfin sauver les milliers d'emplois des familles qui
en valent la peine ? Mon ami Freddy s'est pendu dans la cabine au «
dégro » à cause de tous ces capitalistes comme Mittal. Il n'en pouvait
plus, comme moi aujourd'hui.

Ma petite femme et ma fille, je veux que vous sachiez que je vous
aime mais monsieur Mittal m'a tout repris : la fierté, la politesse et le
courage de me battre pour ma famille.

Et que la presse soit au courant de mon acte.
J'ai fait des panneaux, je voudrais qu'ils soient à l'église, que tout le
monde voit pourquoi j'ai mis fin à mes jours. J'y raconte mon parcours,
les bons souvenirs avec ma famille.

Monsieur Mittal, merci encore d'avoir détruit tout. Combien de
familles encore ???

Je voudrais que mes derniers mots soient lus à l'église, svp. Merci.
Adieu. Ne trichez pas sur mes derniers souhaits. Je les ai faits en plu-
sieurs exemplaires. Merci pour mon respect. Fred, je compte sur toi.

Merci à tous les battants."

Abonnez-vous !

Par son auto-financement, notre journal **Presse Internationale** est 100% indépendant. Il se vend de main à main mais, pour le soutenir, vous pouvez aussi vous y abonner (en Belgique), au prix de 20 EUR pour 10 numéros.

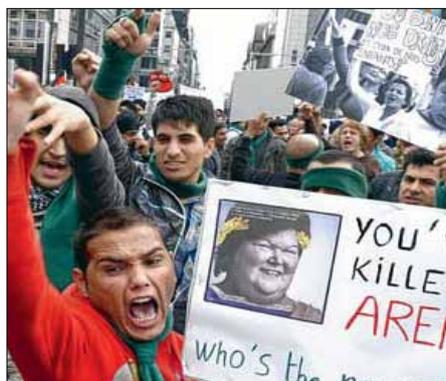
- Versez le montant sur le compte *Ligue Communiste des Travailleurs* N° 523-0416096-41 avec mention de votre nom et « Abonnement PI »
- Communiquez votre adresse postale, soit par e-mail à lct.cwb@gmail.com soit par la poste à J. Talpe
Rue de l'Elan 73 - Bte 10
1170 Watermael-Boitsfort

TOUT NOTRE SOUTIEN A LA LUTTE DES AFGHANS

Le gouvernement expulse des Afghans demandeurs d'asile vers leur pays en guerre !

La possibilité de demander protection et refuge dans un endroit sûr pour les demandeurs d'asile et leur famille est à la base du droit international. Les Afghans sont des personnes originaires d'un pays en guerre : le gouvernement belge y intervient depuis plus de 10 ans, avec ses F16, aux côtés de l'OTAN. Comment les autorités belges osent-elles affirmer que la zone est sécurisée et les renvoyer là-bas? Aref avait 22 ans et il l'a payé de sa vie.

En juillet, 400 Afghans, dont une moitié d'enfants, ont quittés les centres où ils restaient, après que leur demande d'asile ait échoué. Depuis lors, chaque jour, ils multiplient les mobilisations pour essayer d'être écoutés par les autorités belges. Ils se battent contre le traitement inhumain qui leur est réservé : menaces, provocations et



violences répétées de la police pour les pousser à accepter un « retour volontaire » dans leur pays. Ces 15 derniers jours, ils ont été expulsés plus de huit fois des bâtiments dans lesquels ils se réfugiaient. Les autorités essayent ainsi de les diviser, mais sans résultats, et la répression continue, dans l'indifférence quasi générale.

Pourquoi une telle violence?

La politique du gouvernement belge se situe dans le cadre des lois européennes en matière d'asile et d'immigration : fermetures des frontières, répression de la migration clandestine, migration sélective pour certaines professions et pas d'autres,... La violence contre les sans-papiers n'est pas nouvelle mais aujourd'hui, dans le contexte des mesures d'austérité et des coupes budgétaires, elle se renforce.

Les sans-papiers sont un maillon essentiel de l'exploitation capitaliste : les entreprises utilisent la répression et la discrimination entre travailleurs légaux et illégaux pour baisser leurs coûts, pour

avoir une main d'œuvre bon marché et corvéable à merci, via notamment les entreprises de sous-traitance. Ne pas les régulariser, c'est les condamner à la précarité ou à la mort. Dans toute l'Europe, la migration clandestine fait des ravages. L'Union européenne et le gouvernement belge démontrent une fois de plus qu'ils sont à la solde du capital.

« Nous voulons la justice, nous voulons un statut »

Les Afghans réclament la libération des personnes arrêtées, la fin de la répression, la protection et l'asile pour tous les Afghans en Belgique ainsi qu'une régularisation qui leur permette de séjourner et de travailler ici. Leur lutte continue ! Dans plusieurs universités et hautes-écoles, des comités de soutien se sont créés. Des étudiants tentent de leur donner la parole, d'ouvrir la discussion et de se mobiliser pour soutenir leur régularisation et accroître la pression sur le gouvernement.

Comme de nombreux autres groupes et associations, nous appelons à entourer les Afghans de toute notre solidarité.

**Arrêt immédiat des expulsions !
NON à la directive « retour » et aux
soit-disant « retours volontaires » !
Fin de la répression contre
les sans-papiers et suppression
des centres fermés !
Les sans-papiers sont des
travailleurs : permis de travail et
régularisation pour tous !**

RETOURNER C'EST MOURIR

Nous ne pouvons pas retourner en Afghanistan.

Aref est mort en Afghanistan. Il est mort par balles à Paghman, il avait 22 ans.

Aref est arrivé en Belgique le 11 mars 2009. Le CGRA lui a refusé l'asile au motif que sa crainte des Talibans n'était pas crédible et que sa région dans la province de Kaboul n'était pas dangereuse.

Il a vainement expliqué qu'il était en danger. Il a redemandé l'asile quatre fois. Sans succès.

En 2013, il a accepté un retour volontaire, après avoir passé des semaines à dormir à la gare du Nord.

Il a été tué par balles à Paghman, comme il le craignait.

L'erreur d'appréciation du CGRA et la politique de retour volontaire de Maggie Deblock ont tué un homme.

(Communiqué du collectif des Afghans)



Le mardi 15 octobre, une collégienne, Léonarda, a été séquestrée par la police lorsqu'elle participait à une excursion scolaire avec ses amies, pour l'expulser du territoire. Contre cette politique de chasse aux sans-papiers de Manuel Valls, ministre de l'intérieur français, non moins xénophobe que celle de notre ministre Maggie De Block, les manifestations des étudiants en colère se sont multipliées en France. Bravo !